

ÉDUCATION

societe.union@sonapresse.com

Il n'y a toujours pas de bonnes réponses

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

12 avril 2022. Les ministères de la Justice et de l'Éducation nationale lancent une campagne nationale de sensibilisation et de lutte contre les violences sur le thème "Les violences en milieu scolaire". Pour faire comprendre à tout le monde la nécessité de s'unir autour d'un problème qui commence à gangrener écoles, lycées et collèges. Même si les universités ne sont pas épargnées.

Du 29 au 30 septembre 2021, le gouvernement organise un séminaire sur les violences en milieu scolaire. Conjointement avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Cet événement devait déboucher sur la définition d'une stratégie nationale contre ce phénomène.

À chaque nouvelle sortie du gouvernement, médias et public applaudissent et crient: "il est enfin

sorti de sa torpeur". Sauf qu'ils ne tiennent pas toujours compte d'un petit détail: quand il faut réagir, seuls les séminaires et les campagnes sont les premiers éléments auxquels pensent les hommes politiques. Si cette approche n'est pas problématique en soi, elle porte cependant ses propres faiblesses. Car la sensibilisation, lorsqu'elle devient institutionnalisée et banalisée, perd sa pertinence. Montrer les dommages possibles, crier sur les auteurs de la violence, etc., finit par lasser. Et le cycle infernal recommence.

Sans doute conscient de cette réalité, le gouvernement gabonais y adjoint des mesures répressives. Le 8 novembre 2018, les pouvoirs publics annoncent la mise en place d'un dispositif de sécurité visant à les prévenir et à appréhender leurs auteurs. Ce qui permettrait au procureur de la République et au président de la juridiction pour mineurs

d'intervenir en cas de besoin. En septembre 2017, l'Éducation nationale et ses partenaires instaurent un dispositif de fouille systématique à l'entrée des établissements. Le hic est que cela se fait sans s'assurer que tout était conforme à la loi. Finalement, cette solution a fait long feu. Et la police que l'État veut déployer cette année, dans les établissements scolaires, pose autant de problèmes. Est-ce que le nombre sera suffisant? Seront-ils bien formés pour ne pas mettre des gifles à tout-va? Ne faut-il pas installer des caméras dans ces structures pour aider les policiers? Mais même sur ce point, la question du budget risque d'être évoquée...

Ainsi, chaque réponse que les pouvoirs publics ont voulu ou veulent mettre en place est limitée. Parce que tout le monde regarde ailleurs. Il est impossible d'apporter des solutions satisfaisantes si on continue de penser

que les violences en milieu scolaire au Gabon n'ont rien d'un problème général. Les acteurs de l'Éducation nationale et les associations de parents d'élèves ne sont pas les seuls concernés et c'est l'erreur fondamentale du gouvernement gabonais.

Il faut d'abord que le gouvernement comprenne que la violence (qui peut aussi être verbale, psychologique, etc.) dans le cadre scolaire part principalement d'une dynamique sociale (compétition entre les personnes, liens d'affiliation, défense de son honneur, vengeance, fausses accusations, situation familiale difficile, actions et répercussions politiques, culture, etc.) ne peut être mise de côté. Comme l'environnement de travail (qui doit favoriser l'épanouissement, la santé mentale des enseignants et des apprenants) qui est loin d'être adéquat, les moyennes sexuellement transmissibles qui favorisent le sentiment d'injustice, etc.

Il est alors impossible, en regardant la stratégie actuelle du gouvernement, de ne pas se poser la question suivante: court-il vers un échec? La réponse est

oui. Est-il possible de rattraper le coup? Oui, en s'inspirant de ce que d'autres pays ont fait. La Finlande, par exemple, pendant plusieurs années, s'est battue contre le décrochage scolaire qui peut être un facteur de ces violences. Avec succès. Elle a appuyé sa réforme sur deux éléments: les municipalités qui ont reçu plus de pouvoir et les enseignants.

"La réforme a institué un cycle unique, l'école fondamentale, composé de l'école primaire et du collège, a bouleversé les méthodes pédagogiques, en érigeant l'élève au centre des apprentissages, en prévoyant des soutiens spécifiques pour les élèves en difficulté; elle a aboli les classes de niveau et l'examen à la fin de l'école fondamentale, revalorisé le statut des enseignants et renforcé leur formation; mis en place la décentralisation de l'éducation au profit des municipalités; instauré la modularisation de l'enseignement secondaire général et revalorisé l'enseignement professionnel", peut-on lire sur cairn.info.

Difficile d'être plus clair.

Quid de la responsabilité des parents? ... et des élèves



Photo: Claude-Médard Minko/L'Union

En dehors des périodes d'inscription et de retrait des bulletins de notes, très peu de parents suivent l'évolution de leurs enfants.

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

Ce phénomène qui n'est pas propre à notre société inquiète plus d'un. Mais qu'est-ce qui peut justifier cette escalade de la violence dans un milieu où la seule agression attendue des apprenants est celle des bonnes notes et des compétences? Plusieurs raisons sont

alors évoquées depuis la survenue de ce phénomène. D'aucuns parlent de l'influence des réseaux sociaux. En effet, est-il encore besoin de rappeler que nos jeunes y mettent beaucoup de leur temps et y consomment abusivement ce qui leur est servi? Ce, dans un État qui n'exerce aucune censure ni aucun contrôle. Les violences commises par nos enfants pourraient donc partir aussi bien de

ce qu'ils consomment allègrement. Qui pour se substituer à l'État qui ne contrôle pas l'accès à internet?

Un autre mis en cause a été identifié: les parents. Oui! Le premier doigt accusateur est donc pointé en direction de la cellule familiale qui est le lieu où se construit un enfant. L'éducation issue de la cellule familiale étant l'enseignement des règles de conduite sociales et de formation des facultés physiques, morales et intellectuelles qui président à la formation de la personnalité. Les récents événements pourraient être la conséquence d'une négligence des parents. Le constat est clair: de nos jours, les enfants bénéficient de moins en moins de toute l'attention et de l'encadrement des parents tel que l'exige leur rôle d'éducateurs. Le lourd fardeau d'encadrement éducatif aurait visiblement été confié aux personnels de maison et aux enseignements dans la plupart des cas.

Les parents sont, de ce fait, invités à reprendre le bâton et restaurer leur autorité à la base d'une bonne éducation.



Photo: Esaie NDILOROU/L'Union

Elèves et parents lors de la proclamation à la proclamation des examens de fin d'année.

CNB
Libreville/Gabon

Aujourd'hui un élève est devenu un bourreau pour son camarade. Eu égard au fait que certains d'entre eux sont animés par une énergie débordante qui, le plus souvent, les conduit à des jeux dangereux, se soldant parfois par des pugilats entre eux. Les uns voulant à tout prix montrer aux autres leur force et leur supériorité sur un fait ou sur des challenges auxquels ils font face. Des groupes d'amis, dont ceux qui sont lésés, usent d'invectives, partant d'une incompréhension

qui a commencé hors de l'établissement et qui, finalement, dégénère en son sein. D'autres agissant sous l'emprise de l'alcool et/ou de la drogue, à la consommation desquels ils se livrent une fois sortis du domicile familial. Avant de s'infiltrer habilement dans leurs lycées et collèges respectifs, trompant la vigilance des surveillants et autres membres de l'administration.

Autant de faits qui engagent la responsabilité des apprenants eux-mêmes dans ce cycle de violence physique que l'on enregistre. Et qui, malheureusement, font des victimes la plupart du temps innocentes.